

le ratio existant alors entre les versements totaux d'intérêts par les entreprises et le revenu net de celles-ci. Le même graphique montre également le fardeau croissant que les taux d'intérêt élevés plaçaient sur les entreprises. L'affaiblissement de la position financière de maintes sociétés canadiennes a forcé leurs exploitants à adopter de rigoureuses mesures de réduction des coûts, allant parfois jusqu'à la compression des programmes d'immobilisations.

Baisse des investissements. En raison du progrès accompli par la plupart des pays industrialisés dans leurs efforts pour ralentir le rythme de l'inflation, la demande spéculative mondiale de matières premières et de produits semi-finis s'est beaucoup décelérée en 1981 et 1982, si bien que les prix de nombreuses marchandises ont en fait accusé des baisses spectaculaires. L'indice des prix des matières premières, qui figure au tableau 23.9, en fournit un exemple typique. Les prix des métaux non ferreux, avec des baisses de 18.5 % en 1981 et de 15.1 % en 1982, et les prix du bois, avec une baisse de 7.6 % en 1982, étaient remarquablement faibles. De plus, les effets combinés de la récession globale, de l'adoption par les consommateurs d'autres formes d'énergie et de l'accroissement de l'investissement universel dans l'exploration énergétique ont abouti à une surabondance des stocks mondiaux de pétrole. Par voie de conséquence, la perspective du début de 1980, selon laquelle les prix de l'énergie augmenteraient annuellement de 15 à 20 % tout au long de la décennie, a fait place en 1982 à une perspective fort différente, qui prévoyait des prix soit constants, soit à la baisse. Étant donné qu'une bonne part de l'investissement dans les secteurs de l'économie axés sur les ressources naturelles avait été décidée dans l'hypothèse que les prix continueraient d'augmenter considérablement, les entreprises d'exploitation des ressources naturelles ont donc réduit d'une manière draconienne leurs projets d'immobilisations. A cause de la faiblesse des prix des matières premières et des produits semi-finis d'une part et, d'autre part, du niveau élevé des taux d'intérêt réels, l'investissement industriel, qui avait aidé à soutenir l'économie de 1979 jusqu'à la fin de 1981, a été très minime en 1982. Cette année-là, les dépenses réelles pour la construction non résidentielle ont régressé de 7.2 %, et les dépenses pour les machines et le matériel, de 10.9 %.

L'investissement industriel a continué de fléchir en 1983, malgré le début d'une reprise de l'économie globale. Les dépenses réelles pour la construction non résidentielle ont encore diminué, de 16.2 % cette fois, tandis que l'investissement réel dans les machines et le matériel régressait de 8.8 %. La perspective toujours sombre concernant les prix d'autres produits, en particulier des métaux, a concouru à décourager l'investissement industriel. De plus, l'acuité de la récession précédente a laissé bien des hommes d'affaires plus soucieux de rétablir leurs bilans que d'accroître leur production. Par ailleurs, les hauts niveaux de capacité inemployée dans les usines n'étaient guère de nature à susciter de nouvelles mises de fonds.

23.3.3 Secteur du logement

Dépenses de consommation et emploi. Par suite de l'important repli des immobilisations, les secteurs de l'économie qui avaient été des sources de vigueur sont devenus des sources majeures de faiblesse. En outre, la baisse de l'investissement a affaibli davantage les secteurs déjà peu vigoureux de l'économie. Les licenciements, en particulier dans le secteur de la construction et celui de la fabrication (tableau 23.10) ont influé sur la croissance des dépenses de consommation qui, à cause du fléchissement continu des taux de rémunération réelle, dépendait dans une large mesure du volume de l'emploi comme source de croissance. Pour l'ensemble de 1982, le niveau d'emploi a baissé pour la première fois depuis 1958. Comme l'indique le tableau 23.10, l'emploi a fléchi dans toutes les principales branches d'activité. Parallèlement, le taux mensuel moyen de chômage chez l'ensemble des personnes de 15 ans et plus qui faisaient partie de la population active a grimpé à 11 % en 1982 (tableau 23.11), soit son niveau le plus élevé depuis la grande dépression des années 30. La baisse du revenu disponible réel et ses effets nuisibles sur la confiance des consommateurs ont engendré un repli de 2.5 % au chapitre des dépenses personnelles réelles en 1982, premier recul de cette ampleur depuis 1948. Les taux d'intérêt réels élevés, qui ont encouragé les consommateurs à épargner plutôt qu'à emprunter, et le fort degré d'incertitude suscité par un taux de chômage fortement ascendant, ont amené bien des consommateurs à remettre à plus tard leurs achats importants. Par conséquent, en 1982, la dépense réelle a régressé de 8.2 % au chapitre des biens de consommation durables et de 3.3 % au chapitre des semi-durables (tableau 23.12). Même la dépense réelle pour les services de consommation, qui avait été presque insensible aux effets négatifs des récessions précédentes, a légèrement fléchi en 1982. La combinaison des taux d'intérêt réels élevés et de la croissance négative du revenu disponible réel ont provoqué une baisse sévère de 21 % dans la construction résidentielle (tableau 23.1).

Cependant, les principales sources de faiblesse en 1981 et 1982 sont devenues des sources de vigueur en 1983. La chute des taux d'intérêt dans la dernière partie de 1982 a fortement stimulé les dépenses pour les biens de consommation durables (+10.6 %), et la construction résidentielle a enregistré, en termes réels, un gain de 24.4 %. Globalement, la croissance réelle de 3.1 % notée au chapitre des dépenses personnelles en 1983 dépassait le recul qui s'était produit en 1982. Par contre, le chiffre de l'emploi ne s'est pas redressé dans la même mesure. La croissance de l'emploi au taux de 0.8 % n'a pas suffi à absorber la croissance de la population active (1.9 %), de sorte que le taux mensuel moyen de chômage en 1983 a grimpé à 11.9 %. La sévérité de la récession de 1981-82 a rendu bien des entreprises plus soucieuses de leurs coûts et plus hésitantes à embaucher de nouveaux travailleurs.